

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

KUBOTA RESEARCH AND DEVELOPMENT EUROPE

19-25 rue Jules Vercruysse
ZI BP 88
95100 Argenteuil

Références : IC-R/0103/23-BV/SA
Code AIOT : 0003801680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement KUBOTA RESEARCH AND DEVELOPMENT EUROPE implanté 80 RUE DU BOIS DE TILLET 60800 Crépy-en-Valois. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUBOTA RESEARCH AND DEVELOPMENT EUROPE
- 80 RUE DU BOIS DE TILLET 60800 Crépy-en-Valois
- Code AIOT : 0003801680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Kubota Europe a implanté son centre de recherche et développement Europe à Crépy en Valois. Cette établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour ses bancs d'essai de moteurs des tracteurs. Ces activités relèvent de la rubrique 2931 de la nomenclature.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations
- implantation des stockages de pneus
- défense incendie
- VLE rejets
- plan des réseaux
- localisation des points de rejet EU / EP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 1.4	/	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.1	/	Sans objet
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.2	/	Sans objet
5	Valeurs limites des flux polluants rejetés	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3.2.3	/	Sans objet
6	Plan des réseaux à jour des dernières modifications	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.3.2	/	Sans objet
7	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.5	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.9	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site ont commencé en mars 2021. Toutes les installations sont nouvelles ou en cours de réalisation pour la partie technique. Elles ont été réalisées en conformité avec le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé. Elles répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2019.

Actuellement, une centaine de salariés de divers pays, en majeure partie des ingénieurs travaillent sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :- les plans tenus à jour,
Constats : La société Kubota Europe a été autorisée par arrêté préfectoral du 05 juillet 2019 à exploiter un centre de recherche et développement de tracteurs agricoles. Les salariés sont présents sur le site depuis le 1er mars 2021. Les bancs d'essais sont en cours de montage. Les plans sont tenus à jour. La dernière mise à jour date de mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, implantation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
Constats : L'arrêté préfectoral du 05 juillet 2019 prévoit un stockage de pneumatique < 10 000 m3. L'installation est implantée à plus de 15 m des limites de propriété. Le stockage est constitué d'une cinquantaine de roues de tracteur. D'après l'exploitant la quantité utile a été majorée. Un poteau incendie de couleur jaune est situé à proximité du stockage. Ce poteau est alimenté par une moto pompe de 90 m3/h, qui aspire dans le bassin incendie de 270 m3. Une réserve de 1000 litres d'émulseur ECOPOL F3 HC a été placée à proximité du poteau. La réserve incendie de 120 m3 placée au Nord est également équipée d'une réserve d'émulseur de 1000 litres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation, ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Une réception des moyens de défense incendie a été réalisée avec le centre de secours de Crépy en Valois en 2022. L'exploitant a communiqué un plan répertoriant tous les moyens de secours pour une intervention pompiers au centre de secours de Crépy en Valois. Cinq poteaux sont implantés sur l'emprise du site. Le tableau indique les coordonnées GPS des poteaux et des réserves incendie, le débit en m3/h à 1 bar et la pression à 60 m3/h. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser des mesures de débit en simultané sur deux poteaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites des flux polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Autre, VLE de rejet des bancs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O₂ inférieure à 1 %. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes.
Conduits N°1 à 3 : Concentration : Flux : CO : 670 mg/Nm ³ CO : 770 g/h HC : 40 mg/Nm ³ HC : 41.8 g/h NO _x : 80 mg/Nm ³ NO _x : 88 g/h Particules fines : 2 mg/Nm ³ Particules fines : 3.3 g/h
L'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées est semestrielle (art 10.2.1 - AP du 05/07/2019).
Constats : L'exploitant n'a pas encore réalisé de mesure de rejet des bancs ce matériel n'est pas encore en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux à jour des dernières modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.3.2
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...); • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Constats : Les installations ont été réceptionnées. Le plan des réseaux est conforme au dossier de demande d'autorisation environnementale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement sont gérés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux résiduaires : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les eaux de lavage des sols sont dirigées directement vers le réseau d'assainissement collectif communal ; ◦ Le trop plein de la grande aire de lavage est traité par un séparateur d'hydrocarbure de capacité 17 l/s avant d'être dirigé vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) ; • les eaux pluviales : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les eaux pluviales de toitures des bâtiments, des voiries nord des VL et PL (excepté les voiries autour du bâtiment de stockage des tracteurs), de la petite station de lavage et la station de service-service sont dirigées vers le bassin d'infiltration n°1 (zone 1) de volume minimum de 852 m³. Les eaux pluviales de voirie des VL et PL, de la petite station de lavage et la station-service sont traitées avant infiltration par 2 séparateurs d'hydrocarbure, un de capacité 1,9 l/s pour la petite station de lavage et la station-service, et le second de capacité 82 l/s pour les eaux de voiries des PL et VL placé en amont du tubosider (Zone 1). ◦ les eaux pluviales de voirie de la boucle sud des pistes d'essai, des pistes 18 et 19 (smooth track, rough track, pistes en lignes droites ayant des caractéristiques précisées dans la norme ISO 5008), piste 16 (essais de circulation sur sol mouillé) ainsi que la piste en pente seront collectées par des noues imperméabilisées, puis traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, avant d'être dirigées vers le bassin n°2 (zone 2) de volume minimum de 637 m³ ; ◦ les eaux pluviales de voirie de la boucle nord de la piste d'essai sont collectées par des noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) de volume minimum de 1311 m³ ; ◦ les eaux pluviales de voirie de la zone située autour du bâtiment de stockage des tracteurs sont collectées par des noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) de volume minimum de 1311 m³ ;

<ul style="list-style-type: none"> ◦ les eaux pluviales de voirie de la piste accompagnant le champ de labour seront collectées par noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein. Elles sont dirigées vers un réseau en aval de la station de lavage et du séparateur d'hydrocarbures, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) ; ◦ les eaux pluviales du champ de labour dédié aux tests en condition réelles seront infiltrées directement dans le sol (zone 3) ; • les eaux usées sanitaires : les eaux domestiques sont dirigées directement vers le réseau d'assainissement collectif communal.
<p>Constats : Les points de rejets sont localisés conformément aux prescriptions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2019.</p> <p>Un plan annexé aux premières analyses identifie les points de prélèvement.</p> <p>Les noues sont implantées en périphérie des pistes d'essai côté Ouest. La période de faible pluviométrie ne permet pas de mesurer la réelle efficacité du système.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE : concentration en mg/l</p> <p>Température : <30°C</p> <p>pH : entre 5,5 et 8,8</p> <p>MES : 600</p> <p>DBO5 : 800</p> <p>DCO : 2000</p> <p>Azote global (exprimée en N) : 150</p> <p>Phosphore total (exprimé en P : 50</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Fréquence d'analyse semestrielle.</p>
<p>Constats : La première analyse des eaux résiduaires a été réalisée par prélèvement instantané le 16 février 2022 par le bureau VERITAS (rapport 0797817 11693973/2/1). Les points de contrôle "égout" sont conformes aux VLE Fixées par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de voiries dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessus :</p> <p>Concentration en mg/l</p> <p>Température : <30°C</p> <p>pH : entre 5,5 et 8,8</p> <p>MES : 0.6</p>

DCO : 2.3 Zn : 0.02 Cd : 0.0003 Hydrocarbures totaux : 0.05 Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Fréquence d'analyse annuelle.
<p>Constats : La première analyse des eaux pluviales a été réalisée par prélèvement instantané le 16 février 2022 par le bureau VERITAS (rapport 0797817 11693973/2/1). Les mesures en MES et DCO dépassent deux fois la VLE. L'inspection avait remarqué ce défaut lors de la consultation des résultats sur GIDAF.</p> <p>L'exploitant a réalisé l'hydrocurage total des réseaux ainsi que le nettoyage des séparateurs le 22 décembre 2022. Cette opération n'avait pas été réalisée après la phase chantier.</p> <p>Les résultats des analyses 2023 vont être déterminantes pour le suivi des réseaux EP. L'exploitant a communiqué le bon de commande. Le prélèvement est prévu le 09 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet